Finances Québec

Rapport sur la situation financière du Québec
Résultats préliminaires de 2024-2025

– 27 juin 2025 –

ISSN 2817-6472

Faits saillants

Selon les informations disponibles le 18 juin 2025[1], le déficit comptable[2] préliminaire pour 2024-2025 s'établit à 4,9 milliards de dollars (0,8 % du PIB). Il s'agit d'une amélioration de 3,2 milliards de dollars par rapport au déficit de 8,1 milliards de dollars prévu dans le budget 2025-2026.

- En tenant compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'élève à 7,3 milliards de dollars (1,2 % du PIB).

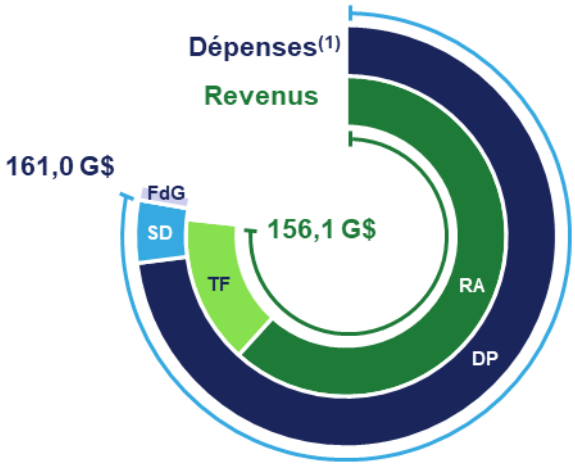
Les indicateurs récents témoignent de la résilience de l'économie québécoise, qui continue de croître en dépit du contexte de grande incertitude liée aux politiques commerciales américaines. La croissance économique s'est accélérée en 2024, affichant une progression de 1,3 %, alors qu'elle s'était établie à 0,6 % en 2023. Par ailleurs, au premier trimestre de 2025, le PIB réel a connu une croissance de 0,5 % comparativement au trimestre précédent (2,0 % à taux annualisé). Cela se traduit par une amélioration de 907 millions de dollars des revenus depuis le budget 2025-2026, ceux-ci atteignant 156,1 milliards de dollars, ce qui porte la croissance des revenus à 7,2 %.

Par ailleurs, les dépenses sont révisées à la baisse de 2,3 milliards de dollars depuis le budget 2025-2026, compte tenu des gestes qui ont été posés au cours de l'année pour assurer une gestion plus efficace et ciblée des dépenses afin de respecter les budgets accordés. Celles-ci atteignent donc 161,0 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 6,2 %, comparativement à 7,7 % attendu en mars 2025.

Le poids de la dette nette s'établit à 38,6 % du PIB au 31 mars 2025, soit 0,1 point de pourcentage de moins que prévu dans le budget 2025-2026.

Par ailleurs, pour l'année 2024-2025, les emprunts réalisés se sont élevés à 36,8 milliards de dollars[3].

Résultats préliminaires pour l'exercice financier 2024-2025
(en milliards de dollars)



Un déficit comptable(2) de 4,9 G$ en 2024-2025

- **RA** Revenus autonomes **125,6 G$**
- **TF** Transferts fédéraux **30,5 G$**
- **DP** Dépenses de portefeuilles **151,0 G$**
- **SD** Service de la dette **10,0 G$**

- **FdG** Versements des revenus consacrés au Fonds des générations(3) **2,4 G$**

Note : Il s'agit des données préliminaires au 31 mars 2025.
(1) Les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.
(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
(3) En incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'établit à 7,3 milliards de dollars.

1. La date du 18 juin 2025 ne s'applique cependant pas aux données économiques qui ont été mises à jour le 26 juin 2025.
2. Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
3. Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025.

Évolution récente de la situation économique

La croissance du PIB réel s'est accélérée en 2024 (1,3 % comparativement à 0,6 % en 2023). La croissance économique s'est poursuivie au premier trimestre de 2025, avec une progression de 0,5 % par rapport au trimestre précédent (2,0 % par rapport à la période correspondante en 2024).

En 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) au Québec a progressé de 2,3 %. Il s'agit d'un fort ralentissement de l'inflation comparativement à l'année précédente (4,5 % en 2023).

- En mai 2025, l'inflation en variation annuelle s'est située à 1,7 % au Québec (1,7 % au Canada).

La politique monétaire restrictive ayant porté ses fruits, la Banque du Canada a procédé à sept baisses consécutives de son taux directeur entre juin 2024 et mars 2025, le faisant passer de 5,00 % à 2,75 %.

- Le 4 juin dernier, la Banque du Canada a gardé son taux directeur inchangé pour une deuxième annonce consécutive. Elle a justifié cette décision du statu quo par le maintien de l'incertitude entourant les effets de la politique commerciale américaine sur l'économie canadienne, ainsi que par les pressions inflationnistes plus fortes que prévu.

Au Québec, le PIB nominal a affiché une croissance de 5,4 % en 2024. Pour le premier trimestre de 2025, comparativement à la période correspondante en 2024, il a affiché une croissance de 6,4 %.

En 2025, le marché du travail a ralenti. En effet, en moyenne pour les cinq premiers mois de 2025, le taux de chômage se situait à 5,7 %, alors qu'il était de 5,3 % en moyenne pour l'ensemble de l'année 2024.

- Malgré cette progression, le taux de chômage au Québec en 2025 demeure à un niveau historiquement bas et une seule autre province canadienne a un taux de chômage plus faible (6,8 % au Canada). Quant au taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans au Québec, il se situait à 77,4 % en moyenne en 2025, et était ainsi le plus élevé au pays (74,2 % au Canada).

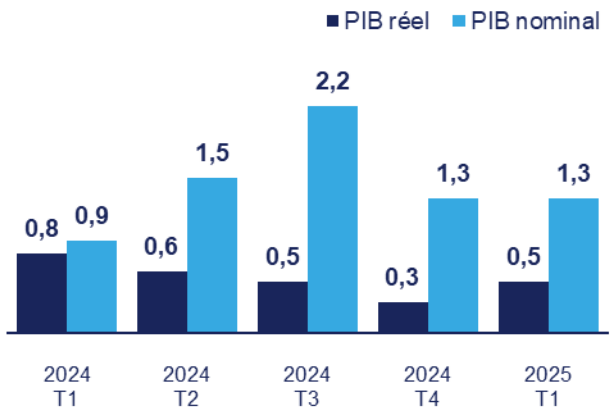
Pour le premier trimestre de 2025 comparativement à la même période en 2024, les salaires et traitements ont augmenté de 5,8 %. Ils s'étaient accrus de 5,9 % en 2024.

La valeur des dépenses des ménages a affiché une croissance de 5,7 % en 2024. Pour le premier trimestre de 2025, comparativement à la période correspondante en 2024, les dépenses des ménages ont affiché une croissance de 6,0 %.

Du côté des entreprises, l'excédent d'exploitation net des sociétés a affiché une diminution de 0,1 % en 2024. Pour le premier trimestre de 2025, comparativement à la période correspondante en 2024, l'excédent d'exploitation net des sociétés a affiché une progression de 6,6 %.

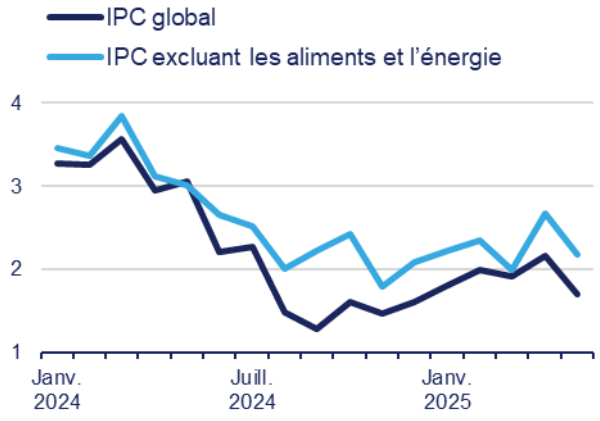
Évolution de l'activité économique au Québec(1)

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



(1) Il s'agit des données des comptes économiques publiés le 26 juin 2025 par l'Institut de la statistique du Québec.

Sommaire des résultats préliminaires et révisions depuis le budget 2024-2025

Résultats préliminaires au 31 mars 2025

Le solde comptable affiche un déficit préliminaire de 4,9 milliards de dollars en 2024-2025. Il s'agit d'une amélioration de 1,1 milliard de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce déficit s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 156,1 milliards de dollars, lesquels affichent une progression de 7,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par la progression des revenus autonomes, stimulée par l'évolution favorable de l'activité économique, notamment celle des salaires et traitements et de la consommation des ménages, et par les sommes obtenues pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers. La hausse des revenus autonomes est toutefois atténuée par la diminution des transferts fédéraux provenant de la péréquation;
- des dépenses de 161,0 milliards de dollars, lesquelles présentent une croissance de 6,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (6,7 %), notamment celles de la santé et des services sociaux, celles de l'éducation et celles du transport et de la mobilité durable.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, s'établit à 7,3 milliards de dollars.

Sommaire des résultats au 31 mars 2025
(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente)

	Avril à mars				Exercice financier 2024-2025				
					Budget de mars 2025		Résultats préliminaires[1]		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M$)	*Variation (%)*	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*
Revenus autonomes	114 665	125 590	10 925	*9,5*	124 545	*8,6*	1 045	125 590	*9,5*
Transferts fédéraux	30 876	30 498	−378	*−1,2*	30 636	*−0,8*	−138	30 498	*−1,2*
Total des revenus	**145 541**	**156 088**	**10 547**	***7,2***	**155 181**	***6,6***	**907**	**156 088**	***7,2***
Dépenses de portefeuilles	−141 553	−151 032	−9 479	*6,7*	−153 406	*8,4*	2 374	−151 032	*6,7*
Service de la dette	−9 982	−9 969	13	*−0,1*	−9 853	*−1,3*	−116	−9 969	*−0,1*
Total des dépenses	**−151 535**	**−161 001**	**−9 466**	***6,2***	**−163 259**	***7,7***	**2 258**	**−161 001**	***6,2***
Provisions pour éventualités	—	—	—	—	—	—	—	—	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE[2]	**−5 994**	**−4 913**	**1 081**	**—**	**−8 078**	**—**	**3 165**	**−4 913**	**—**
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	−2 047	−2 397	−350	—	−2 354	—	−43	−2 397	—
SOLDE BUDGÉTAIRE[3]	**−8 041**	**−7 310**	**731**	**—**	**−10 432**	**—**	**3 122**	**−7 310**	**—**

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.
(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Révisions depuis le budget 2025-2026

Selon les données présentées dans le budget 2025-2026, un déficit comptable de 8,1 milliards de dollars était attendu pour l'ensemble de l'année 2024-2025.

Le déficit comptable préliminaire pour 2024-2025 s'établit désormais à 4,9 milliards de dollars, soit une amélioration de 3,2 milliards de dollars depuis le budget 2025-2026.

Les revenus sont révisés à la hausse de 907 millions de dollars depuis le budget 2025-2026. Ainsi, ils atteignent 156,1 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 7,2 %.

- Les revenus autonomes sont revus à la hausse de 1,0 milliard de dollars en raison de l'évolution de la situation économique, qui se traduit notamment par une hausse des rentrées fiscales à l'impôt des particuliers, aux impôts des sociétés et aux taxes à la consommation ainsi que par l'augmentation des revenus provenant d'Hydro-Québec.
- Les transferts fédéraux sont révisés à la baisse de 138 millions de dollars. Cette diminution s'explique, entre autres, par le rythme de réalisation des projets d'infrastructure qui font l'objet d'un financement fédéral[4].

Les dépenses sont révisées à la baisse de 2,3 milliards de dollars depuis le budget 2025-2026. Ainsi, elles s'établissent à 161,0 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 6,2 % comparativement à 7,7 % prévu dans le budget 2025-2026.

- Les dépenses de portefeuilles sont revues à la baisse de 2,4 milliards de dollars, compte tenu des gestes qui ont été posés au cours de l'année pour assurer une gestion plus efficace et ciblée des dépenses de l'ensemble des portefeuilles afin de respecter les budgets accordés. Celles-ci affichent ainsi une croissance annuelle de 6,7 %, comparativement à 8,4 % prévu dans le budget 2025-2026.
- Le service de la dette est révisé à la hausse de 116 millions de dollars, principalement en raison de taux d'intérêt à long terme plus élevés que prévu.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, s'établit à 7,3 milliards de dollars.

Information complémentaire

Le poids de la dette nette s'établit à 38,6 % du PIB au 31 mars 2025, soit 0,1 point de pourcentage de moins que prévu dans le budget 2025-2026. Cette baisse s'explique par une croissance du PIB nominal en 2024 plus élevée que prévu. Par ailleurs, en dépit d'un déficit moins élevé, la dette nette est plus élevée que prévu de 0,1 milliard de dollars en raison principalement des investissements en immobilisations du gouvernement plus élevés et des pertes de réévaluation comptabilisées à l'égard des instruments financiers dérivés du gouvernement, qui sont évalués à la juste valeur.

4. Les révisions des revenus de transferts fédéraux qui découlent du rythme de réalisation des projets d'infrastructure bénéficiant d'un financement fédéral n'ont pas d'effet sur le solde budgétaire, car une contrepartie est comptabilisée aux dépenses.

Revenus

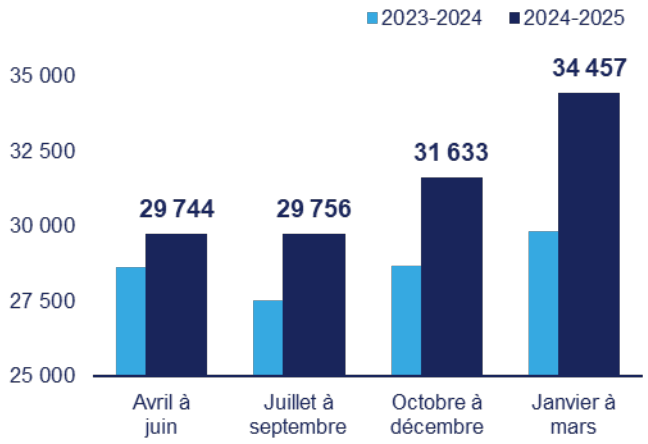
Revenus autonomes

Faits saillants

Des revenus autonomes
de **125,6 milliards de dollars**
au 31 mars 2025.

Une **croissance cumulative de 9,5 %**
par rapport à l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels
(en millions de dollars)



Résultats préliminaires au 31 mars 2025

Pour l'année 2024-2025, les revenus autonomes se sont élevés à 125,6 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 10,9 milliards de dollars (9,5 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 7,4 milliards de dollars (8,2 %), pour atteindre 97,5 milliards de dollars, en raison notamment de la hausse :

- de 3,8 milliards de dollars (9,1 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable notamment à la croissance de 5,9 % des salaires et traitements en 2024 et à l'effet de l'harmonisation avec certaines mesures proposées dans le budget fédéral d'avril 2024, notamment l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital[5];
- de 319 millions de dollars (3,7 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la croissance de 5,9 % des salaires et traitements en 2024;
- de 1,9 milliard de dollars (17,0 %) des **revenus provenant des impôts des sociétés**, due, entre autres, à l'effet de l'harmonisation avec certaines mesures proposées dans le budget fédéral d'avril 2024, notamment l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital[5];
- de 46 millions de dollars (4,0 %) de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du financement des besoins locaux, qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves et celle du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 1,3 milliard de dollars (4,8 %) des **taxes à la consommation**, attribuable principalement à la croissance de 5,7 % de la consommation des ménages en 2024.

5. Malgré le report de sa mise en œuvre au 1er janvier 2026, l'harmonisation de la fiscalité des gains en capital avec celle du régime fédéral a entraîné le devancement de transactions initialement prévues en 2025 et en 2026.

Les **autres revenus autonomes** ont crû de 3,1 milliards de dollars (15,7 %), pour atteindre 22,4 milliards de dollars, en raison de l'augmentation :

- de 157 millions de dollars (2,6 %) des **droits, permis et redevances**, découlant notamment de l'augmentation des revenus provenant des ressources naturelles, en raison de la hausse du prix de certains métaux et minéraux sur le marché;
- de 2,9 milliards de dollars (21,7 %) des **revenus divers** due, entre autres, à la hausse des revenus du Fonds des générations et aux sommes obtenues pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont augmenté de 448 millions de dollars (8,5 %), pour s'établir à 5,7 milliards de dollars.

- Cette évolution est principalement attribuable à l'augmentation des résultats d'Hydro-Québec, due notamment à la croissance des ventes d'électricité au Québec en raison des températures froides de l'hiver 2025.
- Cette hausse est partiellement contrebalancée par la diminution des résultats d'Investissement Québec, principalement attribuable à la baisse importante de certains cours boursiers.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente)

	Avril à mars				Exercice financier 2024-2025				
					Budget de mars 2025		Résultats préliminaires[1]		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M$)	*Variation (%)*	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt sur le revenu des particuliers	41 863	45 689	3 826	*9,1*	45 459	*8,6*	230	45 689	*9,1*
– Cotisations pour les services de santé	8 533	8 852	319	*3,7*	8 958	*5,0*	−106	8 852	*3,7*
– Impôts des sociétés	11 402	13 344	1 942	*17,0*	12 988	*13,9*	356	13 344	*17,0*
– Impôt foncier scolaire	1 150	1 196	46	*4,0*	1 180	*2,6*	16	1 196	*4,0*
Taxes à la consommation	27 083	28 377	1 294	*4,8*	27 969	*3,3*	408	28 377	*4,8*
Revenus fiscaux	**90 031**	**97 458**	**7 427**	***8,2***	**96 554**	***7,2***	**904**	**97 458**	***8,2***
Droits, permis et redevances	6 034	6 191	157	*2,6*	5 920	*0,5*	271	6 191	*2,6*
Revenus divers	13 359	16 252	2 893	*21,7*	16 665	*23,4*	−413	16 252	*21,7*
Autres revenus autonomes	**19 393**	**22 443**	**3 050**	***15,7***	**22 585**	***16,5***	**−142**	**22 443**	***15,7***
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	**109 424**	**119 901**	**10 477**	***9,6***	**119 139**	***8,9***	**762**	**119 901**	***9,6***
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	5 241	5 689	448	*8,5*	5 406	*3,1*	283	5 689	*8,5*
TOTAL	**114 665**	**125 590**	**10 925**	***9,5***	**124 545**	***8,6***	**1 045**	**125 590**	***9,5***

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Révisions depuis le budget 2025-2026

Les revenus autonomes se sont établis à 125,6 milliards de dollars en 2024-2025, soit une révision à la hausse de 1,0 milliard de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026.

Les **revenus fiscaux** sont révisés à la hausse de 904 millions de dollars en 2024-2025. Cette révision s'explique principalement par :

- la révision à la hausse de 230 millions de dollars de **l'impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable à la révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage de la croissance des salaires et traitements en 2024;
- la révision à la baisse de 106 millions de dollars des **cotisations pour les services de santé**, attribuable à des écritures comptables permettant d'éliminer les cotisations payées par le gouvernement plus élevées que prévu;
- la révision à la hausse de 356 millions de dollars des **impôts des sociétés**, due à la révision à la hausse de 9,3 points de pourcentage de la croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés au premier trimestre de 2025;
- la révision à la hausse de 16 millions de dollars de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- la révision à la hausse de 408 millions de dollars des **taxes à la consommation**, due notamment à des remboursements de taxe sur les intrants plus faibles que prévu, ce qui reflète un rythme de production plus modéré des entreprises, en raison de l'incertitude économique actuelle, alors que les encaissements se sont maintenus.

Les **autres revenus autonomes** sont révisés à la baisse de 142 millions de dollars en 2024-2025. Cette révision s'explique principalement par :

- la hausse de 271 millions de dollars des **droits, permis et redevances**, due notamment au reclassement des revenus de péage, qui étaient précédemment présentés dans les revenus divers, et à une évolution plus favorable que prévu des revenus provenant des ressources naturelles, notamment les ressources minières et hydrauliques;
- la baisse de 413 millions de dollars des **revenus divers**, due notamment au reclassement dans les droits, permis et redevances des revenus de péage, qui étaient précédemment présentés dans les revenus divers, et à des revenus moins importants que prévu principalement attribuables à la vente de biens et services par certaines entités du gouvernement.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** sont revus à la hausse de 283 millions de dollars, en grande partie en raison de l'augmentation des revenus provenant d'Hydro-Québec, liée principalement à la hausse des exportations et des ventes d'électricité au Québec.

Composition des revenus autonomes

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

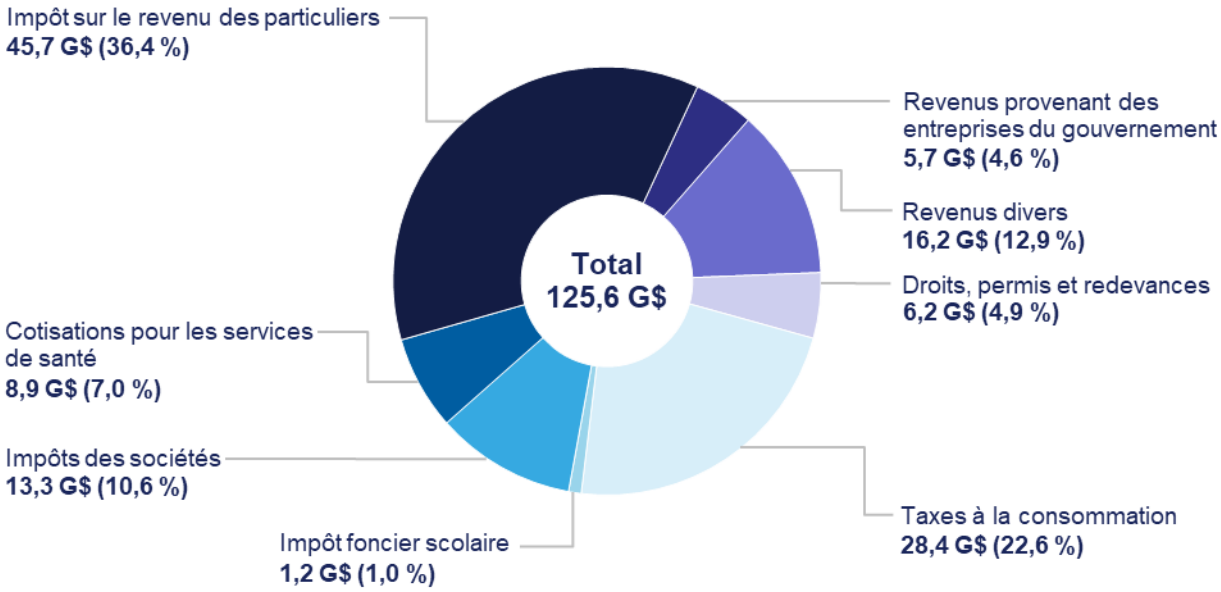
Les revenus autonomes comprennent également d'autres sources de revenus, soit :

- les droits, permis et redevances, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels que les intérêts, la vente de biens et services, ainsi que les amendes, confiscations et recouvrements.

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 31 mars 2025
(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Revenus

Transferts fédéraux

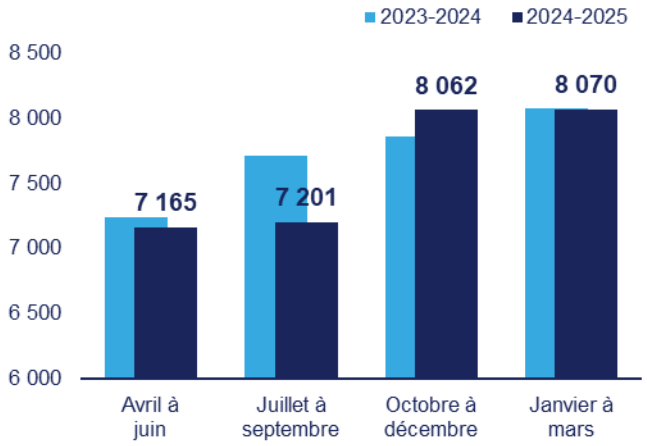
Faits saillants

Des transferts fédéraux de **30,5 milliards de dollars** au 31 mars 2025.

Une **variation cumulative de −1,2 %** par rapport à l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels

(en millions de dollars)



Résultats préliminaires au 31 mars 2025

Pour l'année 2024-2025, les transferts fédéraux ont totalisé 30,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une baisse de 378 millions de dollars (−1,2 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation s'explique, entre autres, par une baisse de la péréquation qui résulte des changements apportés par le gouvernement fédéral à ce programme dans le cadre de son budget de mars 2023.

- Ces changements concernent principalement l'estimation de la capacité fiscale des provinces à l'assiette des impôts fonciers non résidentiels.

Transferts fédéraux

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente)

	Avril à mars				Exercice financier 2024-2025				
					Budget de mars 2025		Résultats préliminaires[1]		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M$)	*Variation (%)*	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*
Péréquation	14 037	13 316	−721	*−5,1*	13 316	*–5,1*	—	13 316	*–5,1*
Transferts pour la santé	8 714	8 432	−282	*−3,2*	8 425	*–3,3*	7	8 432	*–3,2*
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 451	1 350	−101	*−7,0*	1 350	*–7,0*	—	1 350	*–7,0*
Autres programmes	6 674	7 400	726	*10,9*	7 545	*13,1*	–145	7 400	*10,9*
TOTAL	**30 876**	**30 498**	**−378**	***−1,2***	**30 636**	***−0,8***	**−138**	**30 498**	***−1,2***

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Révisions depuis le budget 2025-2026

Les revenus des transferts fédéraux se sont établis à 30,5 milliards de dollars en 2024-2025, soit une révision à la baisse de 138 millions de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026. Cette révision s'explique notamment par le rythme de réalisation des projets d'infrastructure qui font l'objet d'un financement fédéral[6].

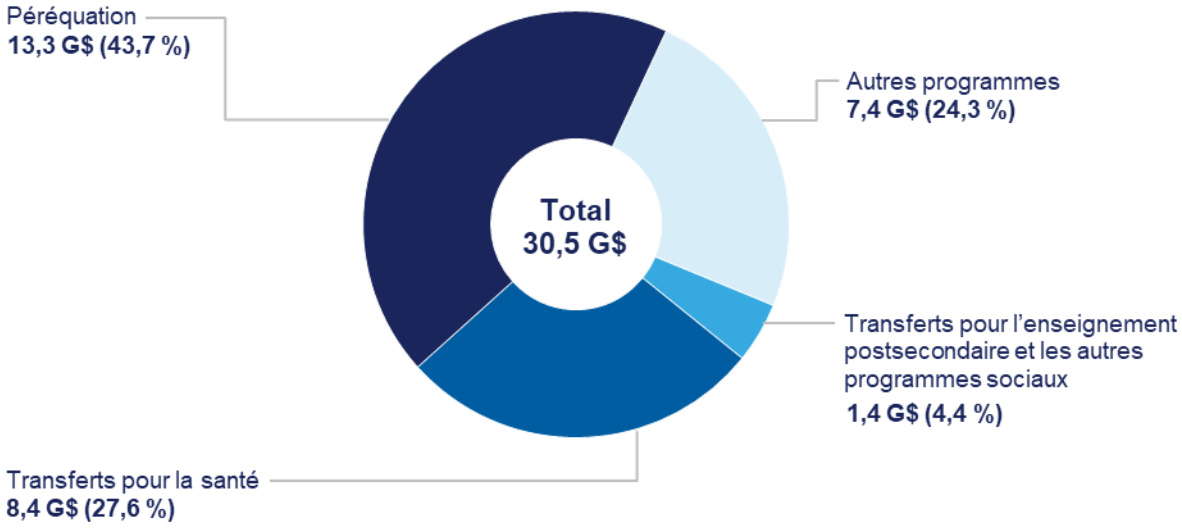
Composition des transferts fédéraux

Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 31 mars 2025
(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



6. Les révisions des revenus de transferts fédéraux qui découlent du rythme de réalisation des projets d'infrastructure bénéficiant d'un financement fédéral n'ont pas d'effet sur le solde budgétaire, car une contrepartie est comptabilisée aux dépenses.

Dépenses

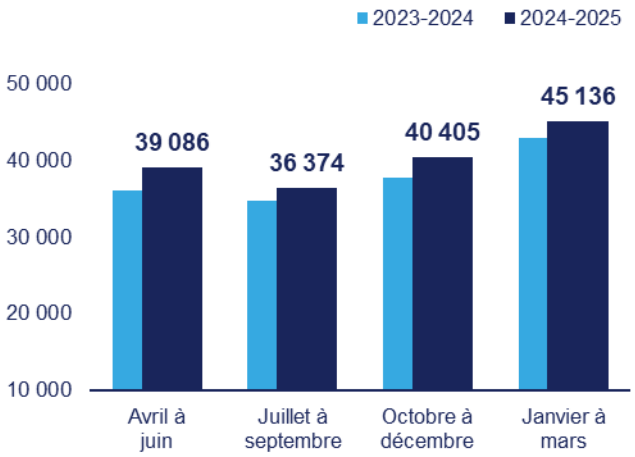
Dépenses de portefeuilles et service de la dette

Faits saillants

Des dépenses
de **161,0 milliards de dollars**
réalisées au 31 mars 2025.

Une **croissance cumulative de 6,2 %**
par rapport à l'année précédente.

Dépenses trimestrielles
(en millions de dollars)



Résultats préliminaires au 31 mars 2025

Pour l'année 2024-2025, les dépenses ont totalisé 161,0 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 9,5 milliards de dollars (6,2 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 9,5 milliards de dollars (6,7 %), pour s'établir à 151,0 milliards de dollars. En plus de découler de l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, la croissance observée au 31 mars 2025 s'explique par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (5,2 %), pour atteindre 64,2 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à l'évolution de la rémunération et des dépenses liées aux médicaments;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (16,4 %), pour atteindre 23,4 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de l'évolution des dépenses des centres de services scolaires et des commissions scolaires liée à la hausse de la clientèle et à l'effectif additionnel pour répondre aux besoins concernant l'aide à la classe. Cette hausse est conjuguée à la non-réalisation des dépenses en rémunération découlant de la grève du personnel scolaire en 2023-2024. En excluant les économies liées à la grève, la croissance aurait été de 12,8 %;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 907 millions de dollars (8,7 %), pour atteindre 11,4 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment du financement des nouvelles infrastructures des universités privées ainsi que de l'évolution de la rémunération du personnel des établissements d'enseignement supérieur liée aux indexations salariales et à l'accroissement du personnel enseignant pour répondre à l'augmentation du nombre d'étudiants;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 98 millions de dollars (1,1 %), pour atteindre 9,0 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de l'Allocation famille;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont augmenté de 984 millions de dollars (14,7 %), pour atteindre 7,7 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de subventions relatives à des travaux réalisés par les sociétés de transport collectif dans les années antérieures;

- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont diminué de 21 millions de dollars (−0,4 %), pour s'établir à 5,7 milliards de dollars. Cette diminution résulte notamment de la baisse des allocations du programme de formation de la main-d'œuvre en raison d'une baisse du nombre de participants;
- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont diminué de 1 million de dollars (−0,0 %), pour atteindre 4,9 milliards de dollars. Cette variation est entre autres attribuable au programme de partage de la croissance de 1 point de la taxe de vente du Québec avec les municipalités;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont augmenté de 879 millions de dollars (23,0 %), pour atteindre 4,7 milliards de dollars. Cette augmentation découle principalement de la variation liée à des moins-values durables et à la révision de provisions pour pertes du Fonds du développement économique représentant 817 millions de dollars;
- les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** ont diminué de 250 millions de dollars (−10,3 %), pour atteindre 2,2 milliards de dollars. Cette variation s'explique notamment par la baisse des coûts estimatifs liés au passif environnemental;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 394 millions de dollars (2,3 %), pour atteindre 17,9 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** ont, quant à elles, diminué de 13 millions de dollars (−0,1 %), pour s'établir à 10,0 milliards de dollars. Cette diminution s'explique notamment par la non-récurrence de pertes sur disposition d'actifs comptabilisées en 2023-2024 dans le cadre des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

Dépenses
(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente)

	Avril à mars				Exercice financier 2024-2025				
					Budget de mars 2025		Résultats préliminaires[1]		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M$)	*Variation (%)*	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*
Santé et Services sociaux	61 000	64 195	3 195	*5,2*	63 596	*4,3*	599	64 195	*5,2*
Éducation	20 058	23 352	3 294	*16,4*	23 016	*14,7*	336	23 352	*16,4*
Enseignement supérieur	10 476	11 383	907	*8,7*	11 081	*5,8*	302	11 383	*8,7*
Famille	8 917	9 015	98	*1,1*	8 684	*−2,6*	331	9 015	*1,1*
Transports et Mobilité durable	6 700	7 684	984	*14,7*	7 571	*13,0*	113	7 684	*14,7*
Emploi et Solidarité sociale	5 728	5 707	−21	*−0,4*	5 796	*1,2*	−89	5 707	*−0,4*
Affaires municipales et Habitation	4 914	4 913	−1	*−0,0*	5 146	*4,7*	−233	4 913	*−0,0*
Économie, Innovation et Énergie	3 830	4 709	879	*23,0*	4 858	*26,8*	−149	4 709	*23,0*
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	2 431	2 181	−250	*−10,3*	2 435	*0,2*	−254	2 181	*−10,3*
Autres portefeuilles	17 499	17 893	394	*2,3*	21 223	*21,3*	−3 330	17 893	*2,3*
Dépenses de portefeuilles	**141 553**	**151 032**	**9 479**	***6,7***	**153 406**	***8,4***	**−2 374**	**151 032**	***6,7***
Service de la dette	**9 982**	**9 969**	**−13**	***−0,1***	**9 853**	***−1,3***	**116**	**9 969**	***−0,1***
TOTAL	**151 535**	**161 001**	**9 466**	***6,2***	**163 259**	***7,7***	**−2 258**	**161 001**	***6,2***

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025.*

Révisions depuis le budget 2025-2026

Les dépenses se sont établies à 161,0 milliards de dollars en 2024-2025 (croissance annuelle de 6,2 %). Il s'agit d'une révision à la baisse de 2,3 milliards de dollars par rapport à la prévision du budget 2025-2026.

Les **dépenses de portefeuilles** sont revues à la baisse de 2,4 milliards de dollars, compte tenu des gestes qui ont été posés au cours de l'année pour assurer une gestion plus efficace et ciblée des dépenses de l'ensemble des portefeuilles afin de respecter les budgets accordés. Celles-ci affichent ainsi une croissance annuelle de 6,7 % comparativement à 8,4 % prévu dans le budget 2025-2026.

- Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** sont révisées à la hausse de 599 millions de dollars. Cette révision est notamment attribuable à des dépenses plus importantes que prévu des établissements de santé et de la Régie de l'assurance maladie du Québec.
- Les dépenses du portefeuille **Éducation** sont révisées à la hausse de 336 millions de dollars. Cette révision est notamment attribuable à des dépenses plus importantes que prévu des centres de services scolaires.
- Les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** sont révisées à la hausse de 302 millions de dollars. Cette révision découle notamment de dépenses plus importantes que prévu dans les établissements d'enseignement supérieur et à l'aide financière aux études.
- Les dépenses du portefeuille **Famille** sont révisées à la hausse de 331 millions de dollars. Cette révision est principalement attribuable aux dépenses de subvention liées au renouvellement des conventions collectives des travailleuses des services de garde éducatifs à l'enfance.
- Les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** sont révisées à la hausse de 113 millions de dollars. Cette révision s'explique notamment par la réévaluation des coûts des projets d'infrastructure subventionnés.
- Les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** sont révisées à la baisse de 89 millions de dollars. Cette révision est notamment attribuable de la baisse des dépenses liées aux programmes d'aide financière de dernier recours.
- Les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** sont révisées à la baisse de 233 millions de dollars. Cette révision découle entre autres du rythme de réalisation plus lent qu'anticipé des projets d'infrastructure subventionnés.
- Les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** sont révisées à la baisse de 149 millions de dollars. Cette révision est principalement attribuable à la baisse de coûts des crédits d'impôt, notamment celui pour les titres multimédias et celui relatif aux salaires de recherche et de développement.
- Les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** sont révisées à la baisse de 254 millions de dollars. Cette révision est principalement attribuable à des dépenses moins importantes du Fonds d'électrification et de changements climatiques.
- Les dépenses des **autres portefeuilles** sont révisées à la baisse de 3,3 milliards de dollars, en raison principalement de l'effet des dépenses provisionnées centralement au Fonds de suppléance lors du budget. Le Fonds de suppléance vise notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux. La majorité de ces provisions a été allouée à d'autres portefeuilles en cours d'année, notamment en fonction de leurs besoins, dont ceux découlant de règlements de conventions collectives.

Le **service de la dette** est révisé à la hausse de 116 millions de dollars, principalement en raison de taux d'intérêt à long terme plus élevés que prévu.

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

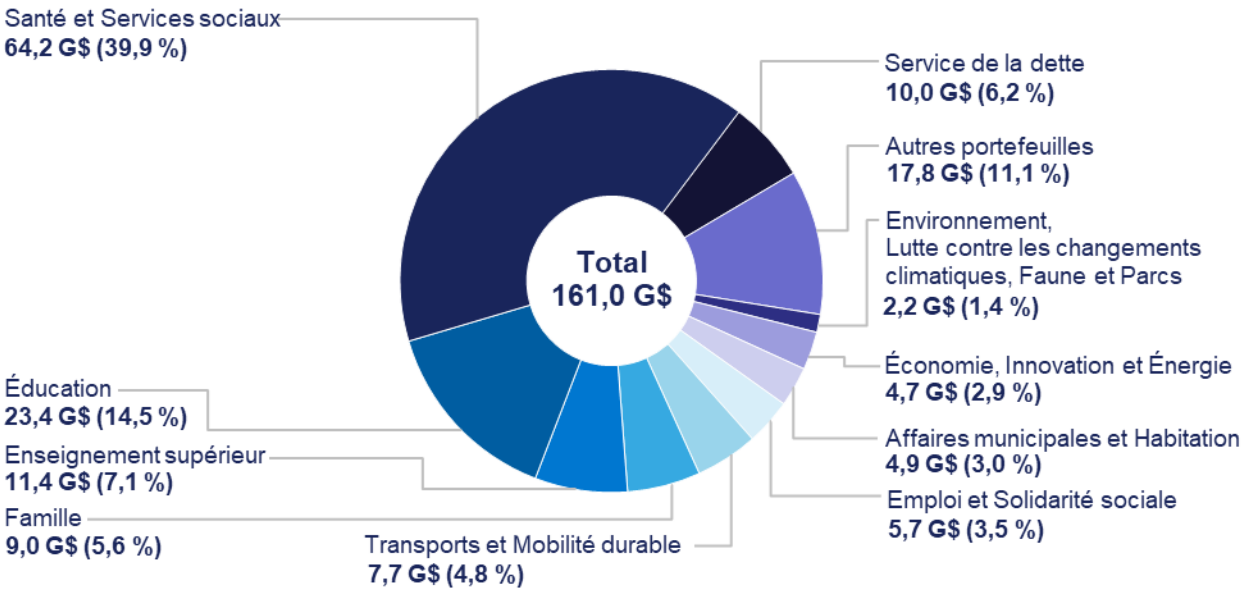
En 2024-2025, il y a 25 portefeuilles ministériels. Les trois principaux, soit Santé et Services sociaux, Éducation ainsi qu'Enseignement supérieur, représentent près de 64 % des dépenses de portefeuilles.

Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 31 mars 2025
(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



Dette

Au 31 mars 2025, la dette nette s'établit à 235,9 milliards de dollars, soit 0,1 milliard de dollars de plus que prévu dans le budget 2025-2026. Le déficit moindre a été compensé par deux principaux facteurs. D'une part, les investissements en immobilisations du gouvernement ont été plus élevés. D'autre part, des pertes de réévaluation ont été comptabilisées à l'égard des instruments financiers dérivés que le gouvernement détient, qui sont évalués à la juste valeur. Ces pertes entraînent des variations temporaires de la dette nette.

Le poids de la dette nette s'établit, quant à lui, à 38,6 % du PIB au 31 mars 2025, soit 0,1 point de pourcentage de moins que prévu dans le budget 2025-2026. Cette baisse s'explique par une croissance du PIB nominal en 2024 plus élevée que prévu.

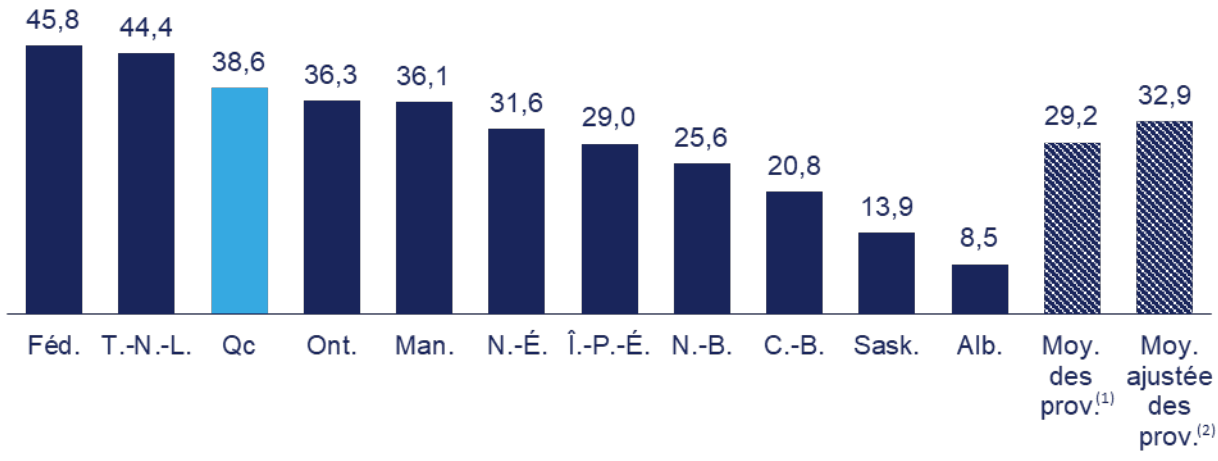
Dette nette au 31 mars 2025
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Budget de mars 2025	Révisions	Résultats préliminaires[1]
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**220 016**	**—**	**220 016**
EN % DU PIB	***38,0***	**—**	***38,0***
Déficit (surplus) comptable	8 078	−3 165	4 913
Immobilisations	8 028	1 860	9 888
Ajustements comptables	−296	1 380	1 084
Variation totale	**15 810**	**75**	**15 885**
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	**235 826**	**75**	**235 901**
EN % DU PIB	***38,7***	***−0,1***	***38,6***

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Au 31 mars 2025, le poids de la dette nette du Québec s'établit à 38,6 % du PIB, comparativement à 29,2 % pour la moyenne des provinces[7]. En excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador, cette moyenne s'élève à 32,9 %.

Dette nette des gouvernements au Canada au 31 mars 2025
(en pourcentage du PIB)



(1) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB.
(2) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador.
Sources : Documents budgétaires des gouvernements.

7. La moyenne des provinces au 31 mars 2024 était de 28,8 %.

Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d'avril 2024 à mars 2025, les besoins financiers nets atteignent 20,2 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le déficit comptable de 4,9 milliards de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 1,9 milliard de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement[8], ainsi que de la stratégie globale de gestion de la trésorerie du gouvernement;
- les besoins financiers de 9,9 milliards de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 15,5 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d'écoles et d'établissements de santé. Ces investissements sont compensés en partie par des dépenses d'amortissement de 5,6 milliards de dollars[8];
- les besoins financiers de 2,9 milliards de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l'État de 8,0 milliards de dollars compensé par le coût net des régimes de 5,0 milliards de dollars[8];
- les surplus financiers de 2,2 milliards de dollars provenant des autres comptes[9], qui découlent notamment du report en 2025-2026 du décaissement lié aux dépenses inscrites en 2024-2025 par le Fonds des réseaux de transport terrestre en lien avec divers programmes d'aide et projets de construction;
- les besoins financiers de 2,8 milliards de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets
(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à mars	
	2023-2024	**2024-2025**
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	**−5 994**	**−4 913**
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	−2 776	−1 878
Immobilisations nettes	−8 238	−9 888
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	−3 593	−2 939
Autres comptes(1)	5 377	2 210
Versements au Fonds des générations	−2 047	–2 797
Total des opérations non budgétaires	**−11 277**	**−15 292**
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	**−17 271**	**−20 205**

(1) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

8. Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) comptable du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
9. Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme effectués dans l'année financière. Il permet entre autres de rembourser les emprunts venant à échéance et de pourvoir aux besoins financiers nets. Ces derniers comprennent notamment le déficit budgétaire ainsi que les investissements en immobilisations du gouvernement.

Pour l'année 2024-2025, les emprunts réalisés se sont élevés à 36,8 milliards de dollars[10]. Le programme de financement est complété pour l'année, et 9,3 milliards de dollars de financement par anticipation ont été réalisés.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens sont le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentent 34 % des emprunts émis en 2024-2025.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2024-2025

Devises	En M$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	23 568	64,0
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	625	1,7
Immigrants investisseurs(1)	3	—
Obligations vertes	—	—
Sous-total	**24 196**	**65,7**
AUTRES DEVISES		
Dollar américain	7 761	21,1
Euro	1 866	5,1
Livre sterling	1 323	3,6
Dollar australien	1 212	3,3
Franc suisse	434	1,2
Sous-total	**12 596**	**34,3**
TOTAL	**36 792**	**100,0**

Note : Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025.
(1) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2024-2025

Devises	En M$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	7 500
Autres	552
Sous-total	**8 052**
AUTRES DEVISES	
Dollar américain	6 448
Euro	2 459
Autres	1 776
Sous-total	**10 683**
TOTAL	**18 735**

Note : Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025.

10. Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025.

Annexe 1 : Résultats pour 2024-2025

Résultats préliminaires pour 2024-2025 – Solde budgétaire

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)

	Exercice financier 2024-2025								
	Budget de mars 2024		Budget de mars 2025			Résultats préliminaires[1]			Révision depuis le budget de mars 2024 (M$)
	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	
Revenus									
Revenus autonomes	120 904	*4,7*	3 641	124 545	*8,6*	1 045	125 590	*9,5*	4 686
Transferts fédéraux	29 397	*−6,0*	1 239	30 636	*−0,8*	−138	30 498	*−1,2*	1 101
Sous-total – Revenus	**150 301**	***2,4***	**4 880**	**155 181**	***6,6***	**907**	**156 088**	***7,2***	**5 787**
Dépenses									
Dépenses de portefeuilles	−147 815	*4,6*	−5 591	−153 406	*8,4*	2 374	−151 032	*6,7*	−3 217
Service de la dette	−9 762	*1,2*	−91	−9 853	*−1,3*	−116	−9 969	*−0,1*	−207
Sous-total – Dépenses	**−157 577**	***4,4***	**−5 682**	**−163 259**	***7,7***	**2 258**	**−161 001**	**6,2**	**−3 424**
Provision pour éventualités	−1 500	—	1 500	—	—	—	—	—	1 500
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE[2]	**−8 776**	**—**	**698**	**−8 078**	**—**	**3 165**	**−4 913**	**—**	**3 863**
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	−2 222	—	−132	−2 354	—	−43	−2 397	—	−175
SOLDE BUDGÉTAIRE[3]	**−10 998**	**—**	**566**	**−10 432**	**—**	**3 122**	**−7 310**	**—**	**3 688**

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.
(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Annexe 1 : Résultats préliminaires pour 2024-2025 (suite)

Résultats préliminaires pour 2024-2025 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)

	Exercice financier 2024-2025								
	Budget de mars 2024		Budget de mars 2025			Résultats préliminaires[1]			Révision depuis le budget de mars 2024 (M$)
	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	
Revenus autonomes									
Impôt sur le revenu et les biens									
− Impôt sur le revenu des particuliers	44 952	*6,0*	507	45 459	*8,6*	230	45 689	*9,1*	737
− Cotisations pour les services de santé	8 670	*4,5*	288	8 958	*5,0*	−106	8 852	*3,7*	182
− Impôts des sociétés	12 116	*6,3*	872	12 988	*13,9*	356	13 344	*17,0*	1 228
− Impôt foncier scolaire	1 310	*15,2*	−130	1 180	*2,6*	16	1 196	*4,0*	−114
Taxes à la consommation	27 991	*3,2*	−22	27 969	*3,3*	408	28 377	*4,8*	386
Sous-total – Revenus fiscaux	**95 039**	***5,2***	**1 515**	**96 554**	***7,2***	**904**	**97 458**	***8,2***	**2 419**
Droits, permis et redevances	5 940	*1,9*	−20	5 920	*0,5*	271	6 191	*2,6*	251
Revenus divers	14 507	*2,8*	2 158	16 665	*23,4*	−413	16 252	*21,7*	1 745
Sous-total – Autres revenus autonomes	**20 447**	***2,5***	**2 138**	**22 585**	***16,5***	**−142**	**22 443**	***15,7***	**1 996**
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	**115 486**	***4,7***	**3 653**	**119 139**	***8,9***	**762**	**119 901**	***9,6***	**4 415**
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	5 418	*4,3*	−12	5 406	*3,1*	283	5 689	*8,5*	271
Total des revenus autonomes	**120 904**	***4,7***	**3 641**	**124 545**	***8,6***	**1 045**	**125 590**	***9,5***	**4 686**
Transferts fédéraux									
Péréquation	13 316	*−5,1*	—	13 316	*−5,1*	—	13 316	*−5,1*	—
Transferts pour la santé	8 554	*−2,6*	−129	8 425	*−3,3*	7	8 432	*−3,2*	−122
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 351	*−6,9*	−1	1 350	*−7,0*	—	1 350	*−7,0*	−1
Autres programmes	6 176	*−12,1*	1 369	7 545	*13,1*	−145	7 400	*10,9*	1 224
Sous-total – Transferts fédéraux	**29 397**	***−6,0***	**1 239**	**30 636**	***−0,8***	**−138**	**30 498**	***−1,2***	**1 101**
TOTAL DES REVENUS	**150 301**	***2,4***	**4 880**	**155 181**	***6,6***	**907**	**156 088**	***7,2***	**5 787**

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Annexe 1 : Résultats préliminaires pour 2024-2025 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)

	Exercice financier 2024-2025								
	Budget de mars 2024		Budget de mars 2025			Résultats préliminaires[1]			Révision depuis le budget de mars 2024 (M$)
	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	Révision (M$)	Niveau (M$)	*Variation (%)*	
Dépenses de portefeuilles									
Santé et Services sociaux	61 909	*4,2*	1 687	63 596	*4,3*	599	64 195	*5,2*	2 286
Éducation	22 364	*9,3*	652	23 016	*14,7*	336	23 352	*16,4*	988
Enseignement supérieur	11 060	*3,5*	21	11 081	*5,8*	302	11 383	*8,7*	323
Famille	8 498	*−2,6*	186	8 684	*−2,6*	331	9 015	*1,1*	517
Transports et Mobilité durable	6 603	*7,5*	968	7 571	*13,0*	113	7 684	*14,7*	1 081
Emploi et Solidarité sociale	5 615	*−2,2*	181	5 796	*1,2*	−89	5 707	*−0,4*	92
Affaires municipales et Habitation	5 064	*−4,9*	82	5 146	*4,7*	−233	4 913	*−0,0*	−151
Économie, Innovation et Énergie	3 983	*−4,4*	875	4 858	*26,8*	−149	4 709	*23,0*	726
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	2 092	*−5,7*	343	2 435	*0,2*	−254	2 181	*−10,3*	89
Autres portefeuilles	20 627	*11,7*	596	21 223	*21,3*	−3 330	17 893	*2,3*	−2 734
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	**147 815**	***4,6***	**5 591**	**153 406**	***8,4***	**−2 374**	**151 032**	***6,7***	**3 217**
Service de la dette	**9 762**	***1,2***	**91**	**9 853**	***−1,3***	**116**	**9 969**	***−0,1***	**207**
TOTAL DES DÉPENSES	**157 577**	***4,4***	**5 682**	**163 259**	***7,7***	**−2 258**	**161 001**	***6,2***	**3 424**

(1) Il s'agit des résultats préliminaires selon les renseignements disponibles le 18 juin 2025 à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 2025. Ces résultats seront revus afin de tenir compte des renseignements additionnels qui auront été obtenus jusqu'à la clôture des états financiers consolidés. Les résultats finaux seront présentés à l'automne dans les *Comptes publics 2024-2025*.

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

					2024						2025		
					Trimestres				Annuel		Trim.	Annuel	
	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	1er	2e	3e	4e	Prév.(1)	Obs.	1er	Prév.(1)	Obs.(2)
PIB réel par industrie	−0,3	0,0	—	—	0,7	0,6	0,5	0,3	1,4	1,3	0,5	1,1	2,0
Création d'emplois (en milliers)	−3,4	−4,9	18,3	−17,0	−0,2	4,3	9,3	47,3	43,2	43,2	27,2	39,1	86,8
Taux de chômage (en pourcentage)	5,3	5,7	6,0	5,8	4,8	5,3	5,6	5,8	5,3	5,3	5,5	5,8	5,7
Ventes au détail (en termes nominaux)	−1,2	1,6	0,4	—	−0,8	0,5	1,7	2,5	1,5	2,1	−0,7	3,1	3,9
Indice des prix à la consommation(3)	2,0	1,9	2,2	1,7	3,4	2,7	1,7	1,6	2,3	2,3	1,9	2,1	1,9
Mises en chantier (en milliers)	50,7	59,3	62,1	70,8	49,0	51,4	39,0	55,8	48,7	48,7	57,7	50,5	61,2
PIB réel	—	—	—	—	0,8	0,6	0,5	0,3	1,4	1,3	0,5	1,1	2,0
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	0,9	1,5	2,2	1,3	5,3	5,4	1,3	3,4	6,4
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	2,0	1,3	2,1	2,2	4,8	5,7	0,3	4,6	6,0
Salaires et traitements (en termes nominaux)	1,9	−2,4	—	—	2,2	0,7	3,5	0,6	5,6	5,9	1,0	3,7	5,8
Excédent d'exploitation net des sociétés	—	—	—	—	−5,4	3,6	−2,5	2,4	0,4	−0,1	3,0	−1,1	6,6

(1) Ces prévisions correspondent à celles qui ont été publiées dans le budget 2025-2026.
(2) Il s'agit de la moyenne des périodes disponibles en 2025 par rapport à la même période en 2024.
(3) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.
Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les méthodes comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document *Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État*.

Date de publication du prochain rapport trimestriel

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 1er trimestre de 2025-2026* sera publié en septembre 2025.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, à info@finances.gouv.qc.ca.

Le présent rapport est accessible sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.